

**14 novembre**

**Les salarié-es agissent  
ensemble dans toute l'Europe !**

**Nous n'avons pas à payer leur crise !**

*L'état actuel du système capitaliste, ce qu'on appelle « la crise », conduit l'immense majorité de la population vers toujours plus de pauvreté, de précarité, d'exploitation. C'est paradoxal, car les richesses produites ne cessent d'augmenter ; mais elles sont réparties de façon de plus en plus inégalitaire.*

**La « crise » marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité**

Tous nos gouvernants étaient des adorateurs béats de la libre concurrence ; ils n'ont pas hésité à se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat ... pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : "socialiser les pertes et privatiser les profits". **Des milliers de milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.**

**Patrons et gouvernements continuent à s'attaquer aux droits sociaux des salarié-es, notamment en matière de protection sociale ou de droit du travail**

Leur objectif est de faire payer la crise du système capitaliste aux salarié-es en prônant dans chaque pays « l'unité nationale » pour essayer de faire passer la pilule. **Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales.** Plus que jamais, la mobilisation des salarié-es est à l'ordre du jour !

**Le chômage augmente, précarité et flexibilité se généralisent, les services publics disparaissent, la pauvreté s'accroît**

Patronat, banquiers et actionnaires imposent leur loi : celle du **profit pour une minorité**, celle de **l'austérité pour les travailleurs et les travailleuses**. Selon les pays, les gouvernements anticipent activement cette politique ou l'accompagnent ; aucun ne s'y oppose. Les institutions capitalistes internationales (Banque Centrale Européenne, Banque mondiale, Fonds Monétaire International, Commission Européenne, etc.) jouent leur rôle au service des plus riches, pillant sans vergogne la population.

**Salarié-es en activité, au chômage, en retraite, en formation, nous sommes tous concerné-es**

**Nous manifestons**

**le 14 novembre !  
11h00 pl. Jean Macé**

**Le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les pays du sud, organise la famine d'une partie de la planète, ...** Le 14 novembre, la Confédération Européenne des Syndicats appelle à une journée d'action et de solidarité contre l'austérité, sous formes de grèves, de manifestations, de rassemblements, ... Solidaires soutient cette initiative car nous avons besoin d'actions convergentes au plan européen ; mais nous disons aussi notre désaccord avec certaines positions développées dans l'appel de la C.E.S., notamment le soutien aux Traités européens dont nous considérons qu'ils sont, non pas des garde-fous, mais bien des outils pour organiser l'austérité et la politique pro-patronale que nous combattons.

**Licenciements, précarité, suppressions d'emplois publics, flexibilité, ... D'autres solutions sont possibles !**

La journée européenne du 14 novembre s'inscrit dans notre réalité quotidienne. En participant massivement aux manifestations interprofessionnelles organisées partout en France, en agissant de manière coordonnée en Europe, nous affirmons notre solidarité, mais surtout nous continuons à défendre nos intérêts face aux prétentions et appétits patronaux.

**14 novembre, grèves nationales interprofessionnelles en Grèce, en Espagne, au Portugal, à Chypre, à Malte ...**

**En France, seule l'Union syndicale Solidaires a proposé un appel à la grève**

Les organisations membres du réseau européen des syndicats alternatifs et de base (l'Union syndicale Solidaires mais aussi la CGT et la Confederacion Intersindical en Espagne, CUB et USI en Italie, le réseau TIE en Allemagne, SUD en Suisse, etc.) soutiennent les grèves et manifestations du 14 novembre. Une journée de grève nationale interprofessionnelle est décidée au Portugal, en Espagne, en Grèce, à Chypre, à Malte. En France, une rencontre intersyndicale s'est tenue le 26 octobre ; seule l'Union syndicale Solidaires a proposé un appel à la grève. L'accord s'est fait sur un appel national à organiser des manifestations.

**Agir ensemble dans toute l'Europe, le 14 novembre !  
Débattre et décider ensemble des suites, en se réunissant dans chaque entreprise, chaque service, chaque ville !**

Dans plusieurs pays européens, les manifestations seront accompagnées de grèves sectorielles. En France, des rencontres intersyndicales se tiennent dans les prochains jours, mais le refus des autres organisations interprofessionnelles de l'appel à la grève que nous proposons laisse peu de marge pour organiser une grève d'ampleur. Pour autant, des mobilisations existent dans diverses branches professionnelles ; l'Union syndicale Solidaires considère qu'il est dommage de ne pas les faire converger le 14 novembre, mais elles demeurent un point d'appui pour la suite.

## **L'Union syndicale Solidaires appelle à manifester le 14 novembre A Lyon, rendez-vous à 11 heures place Jean Macé**

**RV Solidaires à 10h45 angle avenue J.Jaurés et rue Lortet.**

*Agissons ensemble partout en Europe pour mieux défendre nos intérêts et nos revendications, pour résister à la casse sociale et imposer d'autres choix et d'autres solutions que leur « crise ». Imposons une autre redistribution des richesses !*

### **Appel intersyndical européen du réseau des syndicats alternatifs et de base**

**Ne payons pas leur crise !**

**L**e mercredi 14 novembre 2012, des grèves interprofessionnelles auront lieu en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, à Chypre, à Malte. Des grèves sectorielles seront organisées en Belgique, en France, ... Des manifestations sont prévues dans tous ces pays, mais aussi en Slovénie, en République tchèque...

Nous n'en sommes pas à une grève européenne, ni même à une journée de manifestations dans toute l'Europe. Mais l'initiative est importante car elle marque une nouvelle étape dans la construction d'un rapport de forces au niveau européen, permettant de s'opposer aux politiques d'austérité que patronat et gouvernements infligent aux salarié-es, uniquement pour garantir les profits d'une petite minorité.

La « crise » n'est pas un phénomène extranaturel ; c'est simplement l'état actuel du système capitaliste. Pour maintenir leurs marges bénéficiaires, pour continuer à s'en mettre plein les poches, actionnaires, banquiers et autres profiteurs ont besoin d'attaquer très fortement tous les droits sociaux que nous avons acquis lors des luttes sociales passées. Nous ne devons pas nous laisser faire !

Les institutions européennes, les traités européens, ne nous protègent pas ; au contraire, ils ont été créés

pour soutenir celles et ceux qui nous exploitent. Chômage, précarité, pauvreté, flexibilité, racisme, voilà l'avenir que nous proposent celles et ceux qui gouvernent.

Au contraire, nous voulons construire un autre avenir, basé sur la satisfaction des besoins de tous, possible avec à une redistribution différente des richesses que nous produisons dans le monde.

Les grèves et les manifestations qui auront lieu le 14 novembre sont une étape. Les syndicats alternatifs et de base travaillent à l'organisation d'une grève européenne depuis longtemps ; nous avons déjà organisé des mouvements unitaires internationaux dans plusieurs secteurs professionnels ; une action interprofessionnelle est nécessaire. Voilà pourquoi nous participons à l'action européenne du 14 novembre !

- Confederacion Intersindical - Etat espagnol
- Intersindical Alternativa de Catalunya - IAC - Catalogne
- Confederacion sindical Solidaridad Obrera - Etat espagnol
- Unione Sindicale Italiana - USI - Italie
- Confederazione Italiana di Base - UNICOBAS - Italie
- Ελευθεριακή Συνδικαλιστική Ένωση ESE - Grèce
- Fédération SUD Vaud - SUD - Vaud Suisse
- Union syndicale Solidaires - Solidaires - France
- Confédération Nationale du Travail - CNT - France
- Transnational Information Exchange - TIE - Allemagne

**Ne payons pas leur crise !**